



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 18 mars 2021
(Convocation du 12 mars 2021)

Aujourd'hui, le dix-huit mars deux mille vingt et un à 12h, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, en vertu du chapitre II du règlement intérieur et selon l'article 6 de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents en visioconférence :

Mesdames et Messieurs Christiane AUTIGEON, Céline SALLES, Paul CARRERE, Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Madame Dominique DEGOS

Etaient excusés :

Messieurs Bernard POUBLAN, Gérard CASTET, Charles PELANNE

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Marchés / Risques fluviaux - Travaux sur les digues de l'Adour moyen suite aux dégâts occasionnés par les intempéries de décembre 2020 et février 2021

Exposé des motifs :

Dans le cadre des conventions de délégations GEMAPI passées avec les EPCI-FP de l'Adour moyen, l'Institution Adour est compétente pour mettre en œuvre les travaux d'urgence sur les ouvrages de protection contre les inondations.

Suite aux crues de décembre 2020 et février 2021, de nombreux travaux d'urgence s'avèrent nécessaires pour remettre en état les ouvrages de protection contre les inondations suivants :

- Digue de la Plaine sur la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour,
- Digue Pénich / Laburthe sur la communauté de communes du Pays Grenadois,
- Digue Maisonnave / RD10 sur la communauté de communes Terres de Chalosse.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 463 269 € HT. Comme précisé dans la fiche programme 34 de 2021, les crédits ont été votés par le comité syndical de l'Institution-Adour réuni ce jour.

Afin de permettre le lancement de la consultation des entreprises, l'attribution des marchés et la réalisation des prestations dans les meilleurs délais, il convient d'autoriser le Président à mettre en œuvre la procédure relative à ce marché dans la limite d'un montant de prestations estimé à 463 269 € HT.

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE



Article 1

- De donner délégation au Président pour conduire les procédures de consultation relatives à ces travaux d'urgence,
- D'autoriser le Président à prendre toutes les décisions relatives à son exécution et à signer les documents afférents et les pièces du marché dans la limite de 463 269 € HT, dès les crédits nécessaires repris au budget primitif 2021.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 18 mars 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE